



**ERRATUM**

**Sous-commission paritaire pour les entreprises  
de travail adapté subsidiées par la Commission  
communautaire française**

**CCT n° 134542/CO/327.02  
du 18/04/2016**

Correction du texte néerlandais :

- Dans le dernier article des statuts, les termes "vallen en op de werknemers die zij tewerkstellen" doivent disparaître.

**Décision du**

**ERRATUM**

**Paritair Subcomité voor de beschutte  
werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse  
Gemeenschapscommissie**

**CAO nr. 134542/CO/327.02  
van 18/04/2016**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In het laatste artikel van de statuten moeten de woorden "vallen en op de werknemers die zij tewerkstellen" verdwijnen.

**Beslissing van**

**04 -07- 2017**

## **Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française**

*Convention collective de travail du 18 avril 2016*

Remplacement de la convention collective de travail du 5 mars 2012 relative à la création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française" (numéro d'enregistrement 108.983 - arrêté royal du 13 mars 2013 - Moniteur belge du 4 juin 2013).

### **A. INSTITUTION**

**Article 1er.** Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française institue un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française", dont les statuts sont fixés ci-après.

**Art. 2.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de travail adapté ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française ainsi qu'aux travailleurs qu'ils occupent.

**Art. 3.** La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 5 mars 2012 relative à la création d'un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française" (numéro d'enregistrement 108.983 - arrêté royal du 13 mars 2013 - Moniteur belge du 4 juin 2013).

La présente convention collective de travail produit ses effets le 15 décembre 2014 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au 1er janvier de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée adressée au président de la sous-commission paritaire.

### **B. STATUTS**

#### **CHAPITRE Ier. Dénomination et siège social**

**Art. 4.** Au 15 décembre 2014, il est institué un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française". Le fonds établit son siège social Square Saintelette 13-15, à 1000 Bruxelles. Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du comité de gestion prévu à l'article 11.

#### **CHAPITRE II. Objet**

**Art. 5.** Le fonds régi par la présente convention a pour objet la redistribution des moyens financiers dont il dispose aux fins de financer, octroyer et liquider les avantages sociaux suivants, au bénéfice des travailleurs visés à l'article 2 :

- complément du Fonds de sécurité d'existence dans le cadre du régime de chômage;
- formation ETA ;
- formation syndicale;
- prime syndicale;
- promotion économique du secteur;
- actions pour le bien-être au travail.

En outre, le fonds pourra octroyer tous autres avantages sociaux à convenir.

### **CHAPITRE III. Financement**

**Art. 6.** Les moyens du fonds se composent :

#### A. directement

1. des cotisations versées trimestriellement à l'Office national de sécurité sociale par les entreprises de travail adapté. Ces cotisations sont fixées par la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française;
2. du produit éventuel d'intérêts résultant de ces ressources capitalisées;
3. de la subvention octroyée par la Commission communautaire française pour des actions dans le cadre du bien-être au travail, conformément à l'accord non-marchand Commission communautaire française 2010-2012, conclu le 22 décembre 2010, et aux modalités de mise en œuvre de cet accord, formalisées le 17 mai 2011.

#### B. indirectement

d'une intervention trimestrielle liquidée par le "Service bruxellois francophone des personnes handicapées" aux entreprises de travail adapté agréées, telle que définie à l'article 40 de l'arrêté 2008/1584 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées, tel que modifié par l'arrêté du 12 février 2009.

**Art. 7.** Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

**Art. 8.** Les frais d'administration du fonds sont fixés annuellement par le comité de gestion paritaire prévu à l'article 11.

Ces frais sont couverts en premier lieu :

1. par les ressources visées à l'article 6;

2. par les intérêts produits par ces ressources et, éventuellement, à titre supplémentaire, par une retenue sur les ressources prévues, dont le montant est fixé par le conseil d'administration précité.

#### **CHAPITRE IV. Bénéficiaires, octroi et liquidation des avantages**

**Art. 9.** Les travailleurs des entreprises visées à l'article 2 ont droit aux avantages sociaux dont le montant, la nature et les conditions d'octroi sont fixés par convention collective de travail, conclue au sein de la sous-commission paritaire.

**Art. 10.** La liquidation des avantages ne peut en aucun cas être subordonnée au versement des cotisations dues par l'employeur.

#### **CHAPTIRE V. Gestion**

**Art. 11.** Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire composé de quatre membres effectifs, ainsi que par un représentant du "Services bruxellois francophone des personnes handicapées" ayant voix consultative et disposant d'un droit de veto.

Ces membres sont désignés par la sous-commission paritaire, pour la moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

Les membres du comité de gestion sont désignés pour une période qui est fixée par la sous-commission paritaire.

Le mandat de membre du comité de gestion prend fin en cas de démission ou de décès, lorsque la durée dudit mandat est expirée, lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé cesse d'appartenir à l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

**Art. 12.** Les membres du comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

**Art. 13.** Le comité de gestion choisit un président et un vice-président parmi ses membres, issus respectivement et alternativement de la délégation des employeurs et de la délégation des travailleurs. Chaque organisation représentative dispose d'un mandat soit de président, soit de vice-président.

Le comité de gestion désigne également la (les) personne(s) chargée(s) du secrétariat.

**Art. 14.** Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par la loi et par les présents statuts.

Sauf décision contraire du comité de gestion, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé, le cas échéant, par un gestionnaire délégué, désigné à cet effet par le comité de gestion.

Le comité de gestion a notamment pour missions :

1. de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du fonds;
2. d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
3. de déterminer les frais d'administration, de même que la qualité des recettes annuelles couvrant ces frais;
4. de transmettre chaque année en mars un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la sous-commission paritaire.

**Art. 15.** Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du fonds, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du conseil d'administration, soit à la demande d'une des organisations représentées.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le comité de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Le comité de gestion peut inviter des experts et/ou techniciens.

**Art. 16.** Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins, tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs, est présente.

## **CHAPITRE VI. Répartition de l'affectation des ressources**

**Art. 17.** L'affectation des ressources du fonds se fait après déduction des frais de gestion. La sous-commission paritaire répartit les ressources entre les formations psycho-sociales, les formations technico-professionnelles, les formations syndicales, les primes syndicales, les compléments du Fonds de sécurité d'existence dans le cadre du régime de chômage, la promotion économique du secteur et les actions pour le bien-être au travail.

Le comité de gestion du fonds est tenu de veiller à la bonne gestion du fonds de sécurité d'existence, notamment en prenant toute mesure nécessaire afin d'assumer la continuité des paiements des compléments du Fonds de sécurité d'existence dans le cadre du régime de chômage.

Le comité de gestion se réunit chaque année afin de réaliser une estimation du nombre des futurs chômeurs avec complément du Fonds de sécurité d'existence.

## **CHAPITRE VII. Contrôle - Bilan et comptes**

**Art. 18.** Chaque année, les bilan et comptes annuels de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre. Ils sont révisés et approuvés par le comité de gestion pour le 30 juin de l'année suivante.

**Art. 19.** Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire désigne un réviseur ou expert-comptable en vue du contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la sous-commission paritaire.

De plus, il informe régulièrement le comité de gestion du fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

#### **CHAPITRE VIII. Dissolution et liquidation**

**Art. 20.** Le fonds est institué pour une période indéterminée. Il est dissout par la sous-commission paritaire, moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée au président de la sous-commission paritaire. La sous-commission paritaire précitée décide de la destination des biens et des valeurs du fonds, après le paiement du passif.

Cette destination doit être en concordance avec l'objectif en vue duquel le fonds a été institué.

**Art. 21.** La Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française désigne les liquidateurs parmi les membres du comité de gestion.

**Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse  
Gemeenschapscommissie**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 18 april 2016*

Vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 maart 2012 betreffende de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie" (registernummer 108.983 - koninklijk besluit van 13 maart 2013 - Belgisch Staatsblad van 4 juni 2013).

**A. OPRICHTING**

**Artikel 1.** Door deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, richt het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie een fonds voor bestaanszekerheid op, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie", waarvan de statuten hierna worden bepaald.

**Art. 2.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de beschutte werkplaatsen die onder het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie vallen en op de werknemers die zij tewerkstellen.

**Art. 3.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 maart 2012 betreffende de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie" (registernummer 108.983 - koninklijk besluit van 13 maart 2013 - Belgisch Staatsblad van 4 juni 2013).

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 15 december 2014 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd ten laatste op 30 juni van elk jaar, met ingang op 1 januari van het volgende jaar.

De kennisgeving van de opzegging gebeurt per aan de voorzitter van het paritair subcomité gericht aangetekend schrijven.

**B. STATUTEN**

**HOOFDSTUK I. Benaming en maatschappelijke zetel**

**Art. 4.** Op 15 december 2014 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie". De maatschappelijke zetel van het fonds is gevestigd Saincteletteplein 13-15 te 1000 Brussel. Deze zetel kan elders verplaatst worden bij éénparige beslissing van de raad van beheer, zoals bepaald in artikel 11.

**HOOFDSTUK II. Doel**

**Art. 5.** Het fonds dat wordt opgericht bij deze overeenkomst heeft als doel de herverdeling van de financiële middelen waarover het beschikt, teneinde de volgende sociale voordelen ten gunste van de werknemers bedoeld in artikel 2, te financieren, toe te kennen en te verdelen :

- toeslag van het "Fonds voor Bestaanszekerheid in het kader van het werkloosheidsstelsel ;
- vorming BW ;
- vakbondsvorming;
- vakbondspremie;
- economische ontwikkeling van de sector;
- acties voor het welzijn op het werk.

Bovendien zal het fonds alle andere overeen te komen voordelen kunnen toekennen.

### **HOOFDSTUK III. Financiering**

**Art. 6.** De middelen van het fonds bestaan uit :

#### **A. rechtstreeks**

1. de bijdragen die door de beschutte werkplaatsen per kwartaal worden gestort aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. Deze bijdragen worden bepaald door het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie vallen .

2. de eventuele opbrengst van interesten die voortkomen uit deze gekapitaliseerde middelen;

3. subsidie toegekend door de Franse Gemeenschapscommissie voor acties in het kader van het welzijn op het werk, overeenkomstig het non-profitakkoord Franse Gemeenschapscommissie 2010-2012, gesloten op 22 december 2010, en de modaliteiten tot uitvoering van dit akkoord, geformaliseerd op 17 mei 2011.

#### **B. onrechtstreeks**

een tegemoetkoming per kwartaal die toegekend wordt door de "Service bruxellois francophone des personnes handicapées" aan de erkende beschutte werkplaatsen, zoals bepaald in artikel 40 van het besluit 2008/1584 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de goedkeuring van de tegemoetkomingen en de subsidies die toegekend worden aan de erkende beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd door het besluit van 12 februari 2009.

**Art. 7.** De bijdragen worden geïnd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

**Art. 8.** De beheerskosten van het fonds worden jaarlijks bepaald door de paritaire raad van beheer, zoals bedoeld in artikel 11.

Deze kosten worden in de eerste plaats gedekt door :

1. de in artikel 6 bedoelde middelen;



2. de interessen van deze middelen en, eventueel bijkomend, een inhouding op de vastgelegde middelen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door voornoemde raad van beheer.

#### **HOOFDSTUK IV. Rechthebbenden, toekenning en betaling van de voordelen**

**Art. 9.** De werknemers van de in artikel 2 bedoelde ondernemingen hebben recht op de sociale voordelen, waarvan het bedrag, de aard en de toekenningsvoorwaarden worden bepaald bij in het paritair subcomité gesloten collectieve arbeidsovereenkomst.

**Art. 10.** De uitbetaling van de voordelen mag in geen geval ondergeschikt worden gemaakt aan de betaling van de door de werkgever verschuldigde bijdragen.

#### **HOOFDSTUK V. Beheer**

**Art. 11.** Het fonds wordt beheer door een paritaire raad van beheer, samengesteld uit vier gewone leden, alsook een vertegenwoordiger van de "Service bruxellois francophone des personnes handicapées" die een raadgevende stem en een vetorecht heeft.

Deze leden worden aangeduid door het paritair subcomité, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

De leden van het beheerscomité worden aangeduid voor een periode die wordt vastgelegd door het paritair subcomité.

Het mandaat als lid van de raad van beheer neemt een einde in geval van ontslag of overlijden, als de duur van dit mandaat is afgelopen, als de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging vraagt of als de betrokkene geen lid meer is van de organisatie die hem heeft voorgedragen.

Het nieuw lid voleindigt desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van het beheerscomité zijn vernieuwbaar.

**Art. 12.** De leden van de raad van beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen die door het fonds werden aangegaan. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het beheersmandaat dat zij hebben ontvangen.

**Art. 13.** De raad van beheer kiest een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging. Elke representatieve organisatie beschikt over een mandaat, ofwel van voorzitter, ofwel van ondervoorzitter.

De raad van beheer duidt eveneens de perso(o)n(en) aan die belast is (zijn) met het secretariaat.

**Art. 14.** De raad van beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de grenzen gesteld door de wet en door deze statuten.

Tenzij andersluidende beslissing van de raad van beheer, treedt die in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een daartoe door de raad van beheer aangestelde afgevaardigde beheerder.

De raad van beheer heeft onder meer als opdrachten :

1. het personeel van het fonds desgevallend aan te werven of te ontslaan;
2. toezicht uit te oefenen en alle nodige maatregelen te nemen voor de uitvoering van deze statuten;
3. de beheerskosten vast te stellen, evenals de hoedanigheid van de jaarlijkse inkomsten die deze kosten moeten dekken;
4. jaarlijks, in de maand maart, aan het paritair subcomité een schriftelijk verslag te bezorgen over de uitvoering van zijn taak.

**Art. 15.** De raad van beheer vergadert tenminste éénmaal per semester op de zetel van het fonds, ofwel op ambtshalve uitnodiging van de voorzitter, ofwel op vraag van tenminste de helft van zijn leden, ofwel op vraag van één van de vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden. De notulen worden opgesteld door de secretaris die door de raad van beheer is aangesteld en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit de notulen worden ondertekend door de voorzitter en de ondervoorzitter.

Het beheerscomité kan deskundigen en/of technici uitnodigen.

**Art. 16.** De raad van beheer kan slechts geldig beraadslagen als tenminste de helft van zowel de leden van de werknemersafvaardiging als van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

#### **HOOFDSTUK VI. Verdeling van de aanwending van de middelen**

**Art. 17.** De toewijzing van de middelen van het fonds gebeurt na aftrek van de beheerskosten. Het paritair subcomité verdeelt de middelen tussen psychosociale vorming, beroeps- en technische opleidingen, vakbondsvorming, vakbondspremies, toeslagen van het "Fonds voor Bestaanszekerheid in het kader van het werkloosheidsstelsel en economische ontwikkeling van de sector en de acties voor het welzijn op het werk.

De raad van beheer van het fonds moet toezien op het goede beheer van het fonds voor bestaanszekerheid, meer bepaald door elke maatregel te nemen die nodig is om de voortzetting van de betaling van de toeslagen van het "Fonds voor Bestaanszekerheid in het kader van het werkloosheidsstelsel te waarborgen.

De raad van beheer komt elk jaar samen om een schatting te maken van het aantal toekomstige verlozen met toeslag van het Fonds voor Bestaanszekerheid.

#### **HOOFDSTUK VII. Toezicht - Balans en rekeningen**

**Art. 18.** De balans en de jaarrekeningen van het afgelopen boekjaar worden jaarlijks afgesloten op 31 december. Zij worden gereviseerd en goedgekeurd door de raad van beheer vóór 30 juni van het volgend jaar.

**Art. 19.** Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het paritair subcomité een revisor of accountant aan voor de controle van het beheer van het fonds.

Die moet minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen aan het paritair subcomité.

Bovendien zal hij regelmatig verslag uitbrengen bij het beheerscomité over zijn bevindingen en de aanbevelingen doen die hij nodig acht.

#### **HOOFDSTUK VIII. Ontbinding en vereffening**

**Art. 20.** Het fonds wordt opgericht voor onbepaalde duur. Het wordt ontbonden door het paritair subcomité, mits naleving van een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een aangetekende brief aan de voorzitter van het paritair subcomité. Voornoemd paritair subcomité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds, na betaling van de passiva.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waartoe het fonds werd opgericht.

**Art. 21.** Het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie ~~vallen en op de werknemers die zij tewerkstellen~~ duidt de vereffenaars aan onder de leden van de raad van beheer.